

Blasco :

Les problèmes révolutionnaires de l'Italie et nos divergences

Les problèmes dont il est question dans cet article ne sont qu'une partie des problèmes sur lesquels existe un antagonisme entre l'opposition communiste et la bureaucratie qui dirige aujourd'hui le Parti Communiste Italien. A ces problèmes d'autres encore pourraient être ajoutés, ce que l'on fera certainement dans la suite. Particulièrement, il faudra souligner les divergences qui existent sur les questions internationales, aussi bien que sur les questions italiennes. Sur le terrain des questions internationales, l'Opposition Communiste devra réexaminer à fond toutes les positions adoptées par l'I.C. après le IV^e Congrès, de manière à porter sur ces questions, en collaboration avec l'Opposition de Gauche Internationale un jugement découlant de l'application du marxisme révolutionnaire aux faits réels, et non du critérium strictement bureaucratique qui consiste à vouloir être d'accord avec la hiérarchie officielle de l'I.C. Il est certain, par exemple, que sur des événements d'importance mondiale, tels que la Révolution chinoise, la grève des mineurs et la grève générale des travailleurs anglais, le développement de la situation russe et la tactique appliquée par la direction de l'I.C. dans différentes occasions, la presse officielle internationale en général, et celle du P.C.I. en particulier, n'a rien fait qui puisse les éclairer. Au contraire, elle a fait de son mieux pour les garder dans l'ombre. Au lieu d'une ample discussion, d'une sévère auto-critique, vraiment bolchevique, elle n'a fait qu'une campagne de calomnies, de potins, contre tous ceux qui ont dénoncé à temps les erreurs qu'on aurait commises, et qui ont lutté pour les empêcher.

Sur ce terrain aussi la nouvelle opposition est sur des positions fortes. Elle n'aura qu'à développer jusqu'aux conséquences nécessaires quelques positions, comme par exemple, sur la révolution chinoise et sur le Comité anglo-russe, qui avaient été adoptées, à l'époque où ces événements se sont vérifiés, au sein même du C.C. du P.C.I.

De la critique des positions opportunistes et aventuristes de la direction actuelle du P.C.I., il faut arriver à la critique de toute la ligne si riche en zigzags de la direction de l'I.C. Voilà une des tâches les plus impérieuses pour l'Opposition Communiste. En effet, le funambulisme opportuniste que nous voyons dans la direction du P.C.I. - comme, du reste, dans toutes les autres sections de l'I.C. - plutôt que la cause, est l'effet de la façon dont, depuis plusieurs années, est dirigée l'I.C. La direction de l'I.C. et les directions officielles de ses différentes sections, sont poussées aujourd'hui, par la bureaucratie régnante, à résoudre les problèmes du Parti et de la classe ouvrière en fonction des formations instables de majorité et de minorité : la méthode parlementaire et la méthode bureaucratique l'emportent sur la méthode marxiste-révolutionnaire.

Or, c'est précisément à travers une sévère application de cette dernière méthode que l'Opposition Communiste est arrivée à une complète séparation d'avec l'opportunisme aventuriste qui règne aussi dans le P.C.I. Et à cette méthode l'Opposition Communiste restera fidèle.

Sa tâche, actuellement, n'est pas des plus faciles. Des difficultés considérables barrent son chemin. Elle a pourtant quand même l'orgueil de pouvoir affirmer que *les faits* ont tout de suite prouvé combien sa critique contre l'opportunisme des dirigeants du P.C.I. masqué par des phrases de gauche, était entièrement justifiée, et combien cette critique était indispensable au Parti.

Cette critique devra être continuée avec fermeté, sans fléchir. Non seulement la base du Parti devra être clairement informée sur les combinaisons sans principes en honneur au sommet, mais elle devra être appelée partout et de toutes les manières à intervenir pour faire cesser ces combinaisons, pour que le Parti Communiste Italien ait à nouveau une direction ferme révolutionnaire, digne de lui et digne de l'esprit de sacrifice du prolétariat italien.

La situation italienne

Première cause de divergences entre nous et la majorité du C.C. du P.C.I. : l'appréciation différente crue nous faisons de la situation italienne. Nous résumons ici en quelques lignes comment, pour accorder son jugement sur la situation italienne (nous disons *accorder*) avec les décisions du X^e Plénum, la majorité prétend voir aujourd'hui la situation italienne :

- a. La crise du capitalisme italien est arrivée à un stade extrêmement aigu, et va *rapidement empirant, de semaine en semaine*. Cette crise n'est pas seulement une crise de conjoncture, mais elle est essentiellement une crise organique qui débouchera *directement* dans la guerre ou dans la révolution. La crise de conjoncture qui se vérifie aujourd'hui dans tous les pays est particulièrement grave pour l'Italie, où manquent les matières premières, où manquent les capitaux pour renouveler rapidement les installations industrielles; où l'on est dans l'impossibilité de réduire comme il faudrait le prix des produits pour résister à la concurrence étrangère et la vaincre; où le problème des débouchés s'aiguise de jour en jour; où la rationalisation est réalisée essentiellement par une réduction des salaires ouvriers; où le marché intérieur s'appauvrit constamment; où il existe une crise agraire ruinant les petits propriétaires et les petits colons par milliers; où il existe une armée permanente d'environ un million de chômeurs dans l'industrie et l'agriculture.
- b. Le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan est déjà réalisé. Au Parti Communiste ne se pose plus le problème de gagner soit une partie du prolétariat, soit les alliés de la révolution (paysans et en particulier les millions de paysans pauvres, misérables, du midi de l'Italie, et les minorités nationales) mais l'unique tâche qui se pose aujourd'hui est de « se mettre à la tête des masses en mouvement ».

- c. Les partis intermédiaires (républicains, démocrates, populaires-catholiques, l'Église elle-même, et la social-démocratie) n'ont plus aucune importance dans la société italienne. Le fascisme a détruit (à part l'organisation de l'Église catholique) par la violence les organisations des partis intermédiaires, leurs sièges, leurs journaux; donc, le Parti Communiste n'a plus à se préoccuper de ces partis. La social-démocratie, dont une partie est exilée à l'étranger, « fait rire », elle « ne pourra pas, malgré ses bonnes intentions, être le bourreau du prolétariat italien ». Les bases sociales de ces partis (paysans, journaliers agricoles, techniciens d'industrie, employés et petits commerçants, une partie des intellectuels) sont tellement « radicalisées », qu'elles se placent déjà sous la direction du Parti Communiste. « Aujourd'hui, en Italie, le prolétariat en entier et les larges masses travailleuses se posent le dilemme : Fascisme ou Communisme ! »
- d. Les larges masses des ouvriers et des paysans sont sorties de la passivité dans laquelle elles étaient plongées à la fin de 1927; elles ont repris énergiquement la lutte, les armes à la main. D'après l'affirmation des « majoritaires », aujourd'hui en Italie nous avons les « masses des paysans qui se battent contre les Podestats »; les « colonnes de chômeurs manifestent pour revendiquer du pain et du travail en mettant en déroute les miliciens fascistes »; les « groupes d'ouvriers qui, par des manifestations violentes de rue, ont réussi à arracher quelque chose, à arracher la reconnaissance totale ou partielle de leurs droits ». Puis encore : « Avec leur essor, leur décision, leur esprit d'offensive, ils ont réussi à neutraliser, à briser (même seulement pour un moment) l'appareil de répression fasciste ! »

Comme conséquence de cette vision toute arbitraire de la situation italienne, la majorité affirme - bien entendu avec les habituelles ambiguïtés de langue destinées à permettre aux opportunistes du calibre d'Ercoli de se retirer à tout moment en bon ordre - que les tâches du Parti sont essentiellement les suivantes

- a. Mobiliser les masses pour la grève politique et pour l'insurrection armée. Tout ce qui n'est pas directement lié à ce but immédiat, devient tout de suite d'importance secondaire, est négligé, sinon bafoué. Sur le papier, par un dernier reste de pudeur, on parle encore de revendications économiques et aussi de revendications politiques partielles; mais on ajoute tout de suite que sans la lutte armée des travailleurs il n'y aura pas d'amélioration, pas de soulagement même transitoire dans la situation actuelle. Bref : la position sur le terrain de l'agitation est la suivante : « Ou bien vous, les travailleurs, vous êtes capables de vous battre les armes à la main contre les fascistes, ou bien votre lutte est inutile ! » Il est clair qu'une agitation menée d'une telle façon, bien qu'enveloppée dans des phrases ultra-extrémistes, mène directement à la passivité des masses et favorise cette passivité, pour la simple raison que les masses ont conscience de leur actuelle impossibilité de se battre sur le terrain de la lutte armée contre le fascisme, et que, par conséquent, elles devraient rester les bras croisés !

Le premier pas pour la réalisation de la mobilisation des masses en vue de la grève politique et de l'insurrection armée, est celui qui consiste à « épurer le Parti des opportunistes ! ». Il suffit de se rappeler que cette « épuration » est effectuée sous la direction d'Ercoli pour savoir tout de suite quels seront les « opportunistes » à éliminer des postes responsables et du Parti. En réalité la lutte est livrée aux meilleurs militants, à ceux qui possèdent la plus grande expérience politique et d'organisation, qui sont toujours restés à leur poste responsable, mais qui n'acceptent pas de s'incliner, ni devant l'opportunisme tel qu'il a été pratiqué jusqu'à hier encore par le Centre dirigeant du P.C.I., ni devant l'aventurisme qui est en honneur aujourd'hui et qui, d'autre part, n'est autre chose qu'un déguisement de l'opportunisme ancien.

- b. La lutte contre la social-démocratie, et, en général, contre la Concentration Antifasciste qui a son centre dirigeant à Paris, est une lutte purement académique, à mener simplement pour garder sa bonne humeur. Il est clair en effet qu'aucune lutte sérieuse ne peut être menée contre un adversaire que l'on estime ridicule et incapable de devenir le bourreau du prolétariat. Dans cette question aussi le Centre du Parti passe de l'opportunisme le plus dégoûtant à l'extrémisme le plus ridicule. Jusqu'au VI^e Congrès de l'I.C., le centre dirigeant du P.C.I. considérait que la social-démocratie italienne avait une nature différente de celle de la social-démocratie internationale. En particulier, tandis qu'il reconnaissait que la social-démocratie des autres pays devenait une force toujours plus réactionnaire, et évoluait vers ce qu'aujourd'hui on appelle « social-fascisme », il affirmait, qu'au contraire, la social-démocratie italienne avait creusé un abîme entre elle et le fascisme; qu'aucun accord n'était désormais possible entre les deux, et que la social-démocratie italienne se radicalisait chaque jour davantage, comme le prouvaient ses formules politiques (remplacement par la formule « République démocratique des Travailleurs » des précédentes formules plus générales revendiquant un retour aux libertés constitutionnelles et au Statut de Charles-Albert).

Aujourd'hui, au contraire, sous l'aiguillon de l'I.C. et en particulier pour racheter les péchés opportunistes d'hier, le Centre de notre Parti ne voit dans la social-démocratie italienne autre chose qu'un instrument du fascisme, qu'un collaborateur du régime fasciste; il nie que la social-démocratie (toujours dans l'intérêt de la bourgeoisie) pourra lutter contre le fascisme; et il affirme que cette social-démocratie italienne est la social-démocratie des cafés de Montparnasse et de la débâcle.

Ainsi, tandis que jusqu'à hier on avait une obsession de la social-démocratie et de la Concentration Antifasciste, et qu'on la combattait en masquant la solution communiste et les mots d'ordre liés à cette solution - aujourd'hui on tombe dans une faute qui conduit aux mêmes conséquences pratiques. Que ce soit comme hier, lorsque, pour combattre la social-démocratie, on abaissait le Parti au niveau de la social-démocratie, ou comme aujourd'hui,

lorsqu'on affirme que la social-démocratie « fait rire » - on empêche en réalité le Parti de combattre à la manière bolchévique un ennemi qui, malheureusement, n'est ni mort, ni pourri, et possède encore une influence considérable dans de larges couches de travailleurs italiens.

- c. Les revendications économiques et partielles, comme nous l'avons dit, demeurent encore, en partie, sur le papier, mais dans la réalité elles sont complètement négligées. Au lieu de considérer la grève générale politique comme le résultat du développement de toute une série de luttes de caractère économique et politique, luttés que le Parti a pour tâche de susciter, d'élargir, de coordonner jus qu'à ce qu'on puisse arriver à la grève générale politique, à l'insurrection armée du prolétariat et des larges masses - la direction, comme cela se passe désormais dans toutes les sections de l'I.C., fait de la grève politique une espèce de prémisse à toute autre affirmation du prolétariat. Tandis qu'on rencontre d'énormes difficultés pour mettre en mouvement les ouvriers pour des revendications de caractère économique immédiat, telles, par exemple, que la lutte pour une aide plus large aux chômeurs, contre l'augmentation des loyers ou pour la défense et l'augmentation des salaires, la « majorité » fait de grandes proclamations pour la grève générale politique, sans d'ailleurs indiquer les objectifs concrets pour lesquels la grève générale politique devrait être déclenchée. Par suite, elle porte la plus grande confusion non seulement parmi les « masses » influencées par le Parti, mais parmi les membres du Parti eux-mêmes.

L'opposition, au contraire, soit sur la situation italienne, soit sur toute une autre série de problèmes, a exprimé des idées bien différentes.

L'opposition a été la première à souligner les signes de la gravité de la situation italienne. Cette gravité apparaît par maints indices. La balance commerciale italienne se solde par un passif de plus de 6 milliards. Dans les dernières années, l'industrie italienne a largement recouru aux emprunts à l'étranger afin d'effectuer sa rationalisation. Mais aujourd'hui, presque toutes les branches de l'industrie italienne sont frappées par une crise de surproduction à laquelle correspond une sous-consommation vraie et propre. Les industries du textile, de l'automobile, les mécaniques, les constructions navales, les constructions de matériel pour les chemins de fer sont particulièrement frappées. Toutes ces industries sont frappées par la concurrence sur les marchés étrangers. Mais elles le sont aussi, malgré la haute protection douanière dont elles sont l'objet, sur le marché intérieur, au moins pour une grande partie.

La crise est très grave aussi dans l'agriculture. Le problème qui est à la base de la crise agraire en Italie aussi, est le problème des prix de revient. Suivant un économiste bourgeois, tandis que les prix, par rapport à l'avant-guerre, avaient augmenté de 49 %, le prix de revient de la production agricole a augmenté de plus de 120 %. La presse fasciste a exalté, il y a un an, les résultats de la « bataille du blé » pour le fait que la récolte du blé en Italie avait atteint environ 70 millions de quintaux de blé : à savoir, dix millions de quintaux en plus de la production *moyenne* des années précédentes. Ce résultat, suivant la presse fasciste, découle du développement de la technique agraire et des engrais chimiques.

Il faut, au contraire, affirmer, qu'un tel résultat est dû essentiellement à la saison favorable, ce qui est prouvé par le fait que presque tout le surplus de blé obtenu provient des régions du midi, où, justement, la technique agraire et les engrais chimiques sont, aujourd'hui encore, à un niveau très bas. Quoi qu'il en soit, cette augmentation de la production du blé, qui s'est vérifiée parallèlement à l'allure favorable de la production de blé dans presque tous les pays producteurs n'a nullement été favorable à l'économie italienne. Au contraire, elle a provoqué l'aggravation des conditions et la ruine de nombreux petits paysans. En effet, la chute des prix intérieurs du blé, malgré l'augmentation continue des tarifs douaniers, a été très sensible; et de nombreux petits et moyens producteurs de blé en ont été et en sont encore frappés. Par-dessus le marché l'augmentation de la quantité de blé à l'intérieur a diminué la nécessité de l'importation de blé étranger, ce qui provoque un déséquilibre assez sensible dans le budget de l'État, qui perd le prix des taxes douanières sur le blé correspondant aux millions de quintaux qui ne sont pas importés.

En plus de la crise du blé, nous avons en Italie la crise de l'olivier, la crise dans la production du vin, la crise dans la production du chanvre, etc.. Les hommes d'État se consolent et cherchent à consoler les autres en affirmant que la crise industrielle ou agraire ne frappe pas seulement l'Italie, mais encore plus durement les autres pays.

Crise industrielle donc, et crise agricole. Crise de surproduction et crise de sous-consommation. Ruine de petits commerçants, des petits industriels, des petits cultivateurs. Concentration puissante : bancaire, industrielle, commerciale, et aussi agricole. Réduction des salaires (les salaires actuels sont en moyenne inférieurs de 40 et même de 50 % aux salaires conquis par les ouvriers en 1929-20); augmentation des heures de travail (dans plusieurs industries, on doit travailler 12 heures par jour, dans l'agriculture, on travaille même 13 et 14 heures par jour), augmentation des impôts : sur les ouvriers, sur les paysans, les petits commerçants; un chômage ouvrier et agricole qui atteint au moins le chiffre d'un million de chômeurs, dont moins de la moitié bénéficie de l'allocation chômage de 3,25 liras par jour. *Les perspectives immédiates sont les perspectives d'une aggravation ultérieure de la situation*, même si la, reprise des travaux agricoles réussit, en partie, à atténuer le phénomène du chômage parmi les travailleurs des champs. Mais la question n'est pas de « photographier » la situation économique actuelle : le problème est de savoir si cette crise sera la dernière du capitalisme italien ou bien si, à la faveur de circonstances déterminées (intérieures ou internationales) le capitalisme ne pourra pas éventuellement se ressaisir encore pour une période plus ou moins longue.

Concrètement : si nous nous représentons la crise actuelle comme une ligne, aurons-nous un segment qui aboutit tout droit à la guerre ou à la révolution, ou bien aurons-nous une ligne en zigzag, ce qui montrerait que, bien qu'en allant toujours plus vers un empirement général de la situation, le capitalisme italien aura encore quelque répit ? La majorité du centre dirigeant est d'avis que le capitalisme italien se précipite *directement* et *rapidement* vers sa chute finale. Nous

pensons, au contraire, qu'on ne peut pas exclure la possibilité que cette crise aussi puisse être provisoirement surmontée. Il existe déjà des facteurs objectifs qui tendent à rendre moins lourde au capitalisme italien la situation actuelle. Tandis qu'au commencement de l'hiver le capitalisme, italien était tenaillé par l'impossibilité de donner du travail au moins à une partie des ouvriers chômeurs, à présent les travaux d'été à la campagne lui donnent la possibilité de considérer le problème avec moins de préoccupation. En outre, le krach boursier américain - provoqué par une crise profonde de surproduction, a libéré une certaine quantité de capitaux qui affluent à présent avec plus d'abondance sur le marché européen. Le taux d'escompte a été abaissé, ce qui soulage les industriels et les propriétaires agraires (et aussi les petits commerçants et les petits cultivateurs), qui entrevoient la possibilité de produire à un prix de revient inférieur et, par conséquent, d'augmenter la vente. Il s'agit pour le moment d'éléments très faibles qui servent plus à retarder la précipitation à la crise, qu'à la surmonter. Mais en politique - retarder une crise, reculer l'aggravation - *signifie souvent aussi la possibilité de surmonter cette crise*, même si cela implique un approfondissement et un élargissement des causes générales de la crise et qui lui donneront plus tard un caractère plus aigu et plus difficilement surmontable. A ces facteurs plus faibles, il faut ajouter le facteur principal : la faiblesse révolutionnaire du Parti et l'esprit de lutte des masses.

Pour ce qui est de la capacité d'intervention du Parti dans la situation italienne, notre avis n'est pas seulement basé sur les forces numériques dont le Parti dispose, forces très faibles comme effectifs; ni sur les conditions pénibles où son centre dirigeant est réduit maintenant - mais il est basé surtout sur les conditions politiques et d'organisation dans lesquelles se trouve aujourd'hui la base du Parti, et sur les difficultés que cette base rencontre pour se frayer un chemin parmi les masses. La majorité de nos membres actuels possèdent une capacité politique très limitée. Plusieurs dirigeants actuels de nos Fédérations, de nos secteurs, de nos cellules, sont des camarades hier encore incapables de diriger même une petite cellule. Nos meilleurs cadres, nos anciens (anciens par l'expérience politique et l'ancienneté dans le Parti, mais jeunes d'âge) secrétaires fédéraux, nos secrétaires de Régions, les secrétaires de nos cellules de rue et d'usine qui ont vécu l'expérience du Parti dès sa naissance et de toute la lutte contre le fascisme, sont aujourd'hui en prison ou surveillés très strictement. Nous les avons remplacés une, deux, trois, quatre fois, jusqu'à ce que nous ayons été obligés de placer comme dirigeants des organisations des camarades disposant certainement d'une très grande bonne volonté et d'esprit de sacrifice, mais qui en réalité étaient auparavant un peu la « réserve » de l'armée prolétarienne. A cette capacité affaiblie des camarades de la base correspond une augmentation, bien que relative, des difficultés du travail parmi les masses; difficultés dues à la chasse impitoyable de la police, au manque de moyens techniques, à la terreur qui règne encore parmi les masses.

Pour ce qui est de l'esprit de lutte des masses, nous sommes aussi en désaccord avec la direction du Parti. Elle voit « les larges masses dans la rue ». Pour elle la tâche consiste seulement à porter le Parti « à la tête de ces masses déjà en mouvement ». Elle voit, comme nous l'avons déjà dit, les « masses » de paysans luttant les armes à la main contre les Podestats, « contre les fascistes »; les « colonnes de manifestants mettant en fuite les miliciens fascistes »; « la milice en déroute devant les masses en mouvement ». Et tout cela non seulement comme des faits importants mais épisodiques, mais comme un phénomène général, se produisant journellement d'un bout à l'autre de l'Italie. Malheureusement toute cette vision n'est pour 90 % que pure fantaisie. Celui qui, à l'étranger, lit aujourd'hui la presse illégale de notre Parti, reçoit d'emblée l'impression qu'en Italie nous sommes en plein mouvement révolutionnaire des masses. Ce qui ne sert qu'à satisfaire Piatnitsky à Moscou. La réalité est que les masses ouvrières italiennes en sont, aujourd'hui encore, aux premières tentatives pour sortir de la passivité. Elles sont mécontentes. Elles ridiculisent le fascisme et quand c'est possible, en disent grand mal. Mais de cet état effectif de mécontentement sourd à l'action ouverte des larges masses, il y a un grand pas à franchir. Les masses ne sont encore actives pour plusieurs raisons :

1. parce que notre Parti n'est capable de développer qu'une activité très limitée de propagande et d'agitation parmi les masses;
2. parce que les masses sont privées de toute organisation légale qui ne soit directement contrôlée par le fascisme;
3. parce que les masses ont encore peur du Tribunal Spécial et surtout du chômage.

En outre, les masses sont encore idéologiquement dispersées. Non seulement il est faux, ce que la majorité affirme, qu'en Italie le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan soit un fait accompli; non seulement il est faux que « le prolétariat en entier et les larges masses travailleuses se posent aujourd'hui le dilemme : Fascisme ou Communisme » - mais il est vrai, au contraire, que même des ouvriers, même des camarades militant depuis plusieurs années dans le Parti, espèrent que le salut viendra de la social-démocratie, du Pape, ou du Prince héritier... Sur le terrain syndical, par exemple, le fascisme n'a pas réussi à s'attacher les ouvriers, pas plus qu'il n'y a réussi sur le terrain idéologique général, ou sur le terrain politique. Les ouvriers sont contre le fascisme. Et en général un ouvrier se considère comme cruellement offensé si on l'appelle fasciste... Mais malgré tout les fascistes sont à même de contrôler très strictement les masses ouvrières. A travers toute une série d'institutions (sportives, éducatives, d'amusement), ils enrôlent des millions d'ouvriers. Dans une ville comme Turin, par exemple, où notre Parti a des traditions bien enracinées, où les luttes révolutionnaires du prolétariat ont été très âpres, chaque samedi, toutes les demi-heures, partent des trains bondés d'ouvriers (jeunes hommes, femmes) qui vont faire de petits voyages d'agrément sous le contrôle du « Dopolavoro » fasciste. Un autre phénomène est la renaissance du sentiment religieux. Toujours à Turin, pour nous borner à cette ville, dans un quartier où notre Parti avait jadis été puissant, quartier strictement ouvrier où, en 1919-20, pas un chien n'allait à l'Église, tous les dimanches matin l'église est littéralement bondée et les personnes qui écoutent la messe débordent dans la moitié de la rue.

Cet aperçu de la situation qui, peut-être, pourrait être jugé un peu sombre, correspond à la réalité. Cela n'empêche pas

qu'il y ait des épisodes de lutte, et une certaine reprise parmi les masses .

Et si ces épisodes et cette reprise sont confrontés avec la situation italienne, on voit tout de suite qu'ils sont extrêmement importants.

1. En novembre dernier les paysans de Sulmona (petite ville des Abruzzes en Italie centrale) ont fait une démonstration spontanée au cri de « Dehors les Autrichiens » et contre l'octroi. La manifestation, bien que notre Parti n'ait pas eu la possibilité d'avoir des informations directes, doit avoir été très importante, car la presse fasciste elle-même, quelques mois après, a été forcée de reconnaître cette importance. En réalité, les dispositions adoptées récemment par le gouvernement fasciste d'abolir l'octroi dans toutes les villes italiennes, signifient l'acceptation des remontrances des paysans, remontrances qui ont explosé dans les « faits de Sulmona ».
2. A Turin, à la « Fiat » (usine la plus importante de la ville) un ouvrier fasciste a giflé un contremaître, lui aussi fasciste. Et ceci, comme signe de protestation contre l'attitude des entrepreneurs qui, faute de travail, envisageaient la fermeture de quelques ateliers de l'usine.
3. A Carpi, en Emilie, a eu lieu une démonstration d'ouvriers chômeurs (1.500 environ); manifestation toute pacifique, tellement pacifique qu'elle s'est dissoute tranquillement et sans un cri lorsque le Podestat fasciste a prié les manifestants de regagner leurs maisons, leur assurant qu'on allait envisager le moyen de donner à manger aux plus misérables.
4. A Faenza (Romagne), un ouvrier, sympathisant communiste, a tué deux fascistes pour des raisons, au fond, politiques. Les fascistes ont immédiatement mobilisé et ils se sont livrés aux violences habituelles (bastonnades, dévastations et pillages des maisons des éléments connus comme antifascistes, etc., un ouvrier a été tué). Comme ces, violences atteignaient aussi les antifascistes de la campagne, la famille Sangiorio, sympathisante communiste, s'est barricadée dans sa maison et s'est défendue les armes à la main contre les fascistes. La reddition a eu lieu seulement lorsque la milice fasciste a été retirée et que les gendarmes (carabiniers) sont arrivés sur place. Ce fait est très important, car depuis plusieurs années, en Italie, on n'avait plus vu d'épisodes de résistance armée par un groupe d'ouvriers ou par une famille, aux violences fascistes.
5. Récemment encore on a eu les faits de Martina Franca.

Mais bien d'autres épisodes d'importance moindre pourraient encore être énumérés. Ceux que nous indiquons sont pourtant les plus caractéristiques, les plus importants, ceux qui servent le mieux à éclairer la situation. Comme on le voit, il s'agit à présent seulement d'épisodes de réaction spontanée des masses contre quelques-uns des aspects les plus hideux de la domination fasciste et contre quelques dispositions adoptées par des industriels à la suite du manque de travail. Mais nous sommes encore très loin des larges mouvements de masse dont parle la presse illégale du Parti, de même que la presse légale éditée à l'étranger. En plus, tous ces épisodes de lutte se sont déroulés en dehors de l'intervention directe du Parti. Le Parti en a eu connaissance seulement après coup. Ce qui prouve d'un côté que la situation italienne est grave et que le mécontentement des masses est aigu, car si ces masses cherchent à se mettre en mouvement spontanément c'est parce qu'elles jugent la situation désormais intolérable; et d'autre part, cela prouve la faiblesse de notre Parti qui ne réussit pas à se trouver présent dans toute la mesure où l'exige la situation.

Or, si l'essor des masses vers la lutte est encore si faible, si des couches très larges de la population travailleuse italienne, et même de nos camarades, espèrent que l'affranchissement de l'esclavage fasciste viendra du Pape, de la social-démocratie ou du Prince héritier, ou de l'Armée Rouge, ou de la révolution chinoise ou hindoue victorieuse; bref, de tout, sauf de ses propres forces et de sa propre lutte, si, en même temps, la faiblesse du Parti est telle qu'il est dans l'impossibilité de bien orienter même ses membres - comment est-il possible de nier que le capitalisme italien a peut-être encore la possibilité de surmonter la crise actuelle comme il a surmonté les précédentes ? Pour que le capitalisme italien n'ait plus de possibilité de surmonter la crise actuelle, deux choses au moins sont nécessaires :

1. que le Parti soit réellement capable de se mettre à la tête des masses; à savoir : que le Parti réussisse, au cours de la lutte, à conquérir et à organiser les masses et avant tout les couches décisives du prolétariat;
2. que les masses interviennent dans la lutte avec un tel essor que les rapports de force actuels en soient renversés.

Si ces deux conditions ne se vérifient pas (et elles se conditionnent mutuellement), alors le capitalisme italien aura la possibilité de surmonter et la crise actuelle et d'autres crises encore qui se présenteront à l'avenir. Croire autre chose c'est s'amuser avec des phrases et être bien convaincu, au fond, que la révolution victorieuse nous sera donnée comme un cadeau par le développement spontané des événements; tout comme ce même développement spontané nous aurait fait cadeau en Italie de la formation toute prête du bloc révolutionnaire ouvrier-paysan.

Sur la nature du fascisme

Ercoli, Tasca et Compagnie ont toujours considéré essentiellement le fascisme comme un mouvement des masses petites-bourgeoises de la ville et de la campagne. Ils considèrent le fascisme comme l'expression politique d'intérêts qui ne sont pas les intérêts de la bourgeoisie, ni ceux du prolétariat, mais les intérêts des couches moyennes. D'après eux, le fascisme était à l'origine un mouvement politique « autonome » s'opposant aussi bien au prolétariat qu'à la bourgeoisie et, en particulier, aux grands intérêts financiers. Il en aurait été ainsi jusqu'à la Marche sur Rome. Avec la prise du pouvoir le

fascisme aurait subi une sorte de métamorphose, de changement dans sa propre nature. Il aurait cessé peu à peu d'être l'expression des intérêts des couches moyennes de la ville et des campagnes pour devenir toujours plus l'élément unificateur des intérêts du capital financier, de la grande industrie, des grands propriétaires fonciers.

En partant de cette manière de considérer la nature et le développement du fascisme, le centre dirigeant de notre Parti est arrivé à la formule : « Fascisme équivaut Capitalisme », ce qui signifie que le fascisme est devenu (auparavant il ne l'était pas) l'équivalent du capitalisme. Sur la base de cette appréciation de la nature et de l'évolution du fascisme, le Centre dirigeant de notre Parti en est arrivé à toute une série de positions complètement opportunistes.

Au moyen d'un procédé logique très compliqué, la première conclusion à laquelle notre Parti est arrivé, en plein accord avec l'Internationale Communiste, a été la suivante : en Italie, à l'ordre du jour il n'y a pas une révolution prolétarienne à accomplir, mais une « révolution démocratique bourgeoise ». Cette perspective, que nous estimons en frappant contraste avec tout le développement historique de la société italienne, et qui aboutit à faire reculer la société italienne jusqu'aux années précédant 1870, trouve son expression parachevée dans une résolution adoptée à Moscou en janvier 1927 où elle est résumée dans la formulation synthétique de la « Révolution populaire ». Donc : première erreur capitale, fondamentale : la confusion de deux périodes historiques essentiellement différentes, et l'erreur de confier à une classe la tâche de refaire une révolution qui a déjà été faite par une classe qu'il faut actuellement enterrer. De cette erreur en découle une autre : celle de la « période de transition ». De l'idée qu'en Italie c'est la révolution démocratique-bourgeoise qui est à l'ordre du jour (au lieu de la révolution prolétarienne) on est arrivé à l'affirmation (qui, au point de vue politique a une grande importance, bien qu'elle puisse paraître comme un lieu commun étant donné certaines prémisses), qu'entre la chute du fascisme et l'instauration de la dictature du prolétariat nous aurons en Italie une « période de transition » plus ou moins longue, caractérisée par des luttes plus ou moins profondes suivant les rapports de force qui s'établiront et la capacité des masses, sous la direction de notre Parti, de transformer la « Révolution populaire » qui renversera le fascisme, en une révolution prolétarienne.

La « période de transition », on le voit tout de suite, a ici un caractère très précis : elle est donnée par la « Révolution populaire » qui renversera le fascisme et qui constituerait le passage nécessaire pour arriver après la Révolution prolétarienne.

Or, nous jugeons tout cela comme une véritable salade, confectionnée au four opportuniste, incapable de saisir les faits tels qu'ils sont et tels qu'ils se développent.

Nous repoussons la conception selon laquelle le fascisme aurait été essentiellement le mouvement et l'expression des intérêts des couches moyennes des villes et des campagnes jusqu'à la conquête du pouvoir, et serait devenu, cette conquête achevée, l'équivalent du capitalisme. Nous repoussons aussi toutes les conséquences découlant de cette position que nous jugeons fautive.

A notre avis le fascisme, dès son origine, doit être interprété comme l'ensemble des moyens que, dans la situation particulière italienne, la bourgeoisie italienne a été forcée d'adopter pour se défendre contre la vague révolutionnaire montante des masses, pour résoudre certaines questions inhérentes à sa propre réorganisation intérieure, et pour assurer sa propre situation de classe dominante. Bref, on doit affirmer que le fascisme italien n'est que la méthode particulière de domination à laquelle la bourgeoisie italienne, dans sa phase impérialiste actuelle a été réduite à recourir pour assurer sa propre domination.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que la bourgeoisie italienne, qui a réussi pour toute une période historique à assurer et à développer sa propre domination au moyen de l'application de la méthode démocratique, s'est aperçue à un moment donné que cette méthode ne répondait plus désormais à son but. A la fin de la guerre les contradictions intérieures de la société italienne étaient extrêmement graves. D'un côté il y avait les larges masses d'ouvriers animés d'un esprit révolutionnaire considérable, disposés et décidés à la lutte pour le renversement du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat à l'exemple du prolétariat russe; (avec les ouvriers proprement dits il y avait les larges masses des salariés agricoles, des journaliers, des petits paysans et une partie considérable de la petite bourgeoisie urbaine). De l'autre côté se tenait la bourgeoisie, dans son ensemble. A l'usine, dans les campagnes, la discipline capitaliste était piétinée. Les grèves à caractère économique ou politique éclataient à tout moment. Les ouvriers obéissaient aux Commissions Intérieures de l'usine, à leurs propres Conseils d'Usines, et non pas aux représentants des patrons. Partout apparaissait l'emblème de la Faucille et du Marteau. Pour endiguer ce mouvement ouvrier impétueux et chaotique, manquant d'une discipline révolutionnaire (car alors manquait encore le Parti révolutionnaire) la bourgeoisie italienne créa dans un premier stade la Guardia Regia sans rencontrer la moindre protestation de la part des députés socialistes au Parlement. Mais la Guardia Regia ne suffisait pas à atteindre le but. D'abord sa composition sociale ne la destinait pas tout à fait pour faire face aux ouvriers dans la rue. En outre, comme elle était un organe légal de l'État, elle devait agir suivant des règles déterminées qui parfois, à la suite de la situation politique générale, en ralentissaient l'emploi. En troisième lieu, le gouvernement ne pouvait pas trop recourir à la Guardia Regia pour ne pas se heurter à une opposition parlementaire trop forte qui, à cette époque, faisait « peur ». Enfin, la Guardia Regia servait particulièrement les intérêts d'un groupe bourgeois (le groupe Nitti) et pouvait être manœuvrée contre l'autre groupe qui s'était particulièrement distingué pour l'intervention de l'Italie dans la guerre mondiale et pour l'aventure de Gabriele d'Annunzio à Fiume. Pour toutes ces raisons, la bourgeoisie, après l'armistice, comprit la nécessité où elle se trouvait de susciter un autre mouvement susceptible d'être manœuvré au moment donné. Cet autre mouvement existait déjà en réalité; il était représenté par le mouvement de l'interventionnisme soi-disant révolutionnaire que la bourgeoisie italienne (en

collaboration avec les millions de la bourgeoisie française) avait créé avant la guerre. Ce nouveau mouvement fut le mouvement fasciste. Dès sa naissance, celui-ci fut financé par la bourgeoisie italienne et on peut l'affirmer, alors qu'il n'était encore qu'un mouvement d'intervention. Les « squadre di azione » (équipes d'action) étaient formées par d'anciens bagnards qui s'étaient « rachetés » au moment de la guerre, par des résidus de bataillons d'assaut de la guerre impérialiste, par des éléments du « Lumpenproletariat » et elles étaient dirigées par des officiers de l'armée, en service actif pour une grande partie. La « création » du mouvement fasciste a permis à la bourgeoisie italienne d'allier la méthode démocratique légale de répression avec la méthode extra-légale de la violence directe. Où l'on jugeait bon de les employer on appelait les policiers, la Guardia Regia, les gendarmes. Là où ils n'étaient pas jugés opportuns, on appelait l'équipe fasciste d'action, qui, il ne faut pas l'oublier, opérait toujours sous la protection des forces de l'appareil étatique. Les gros industriels, la Banque d'État, la presse bourgeoise, chacun de son côté, contribuait par l'argent, par la fourniture d'armes et de moyens techniques, par l'exaltation dans les journaux, etc., à valoriser, à glorifier les « squadre d'azione » fascistes et les coups qu'elles infligeaient au prolétariat. Naturellement cette action n'était pas limitée au jeu des poignards et des bombes : elle était aussi une action politique. La stratégie de la bourgeoisie italienne sur ce terrain a été très simple. D'un côté elle s'efforçait d'endormir le prolétariat par l'opium du réformisme, par des paroles démocratiques et progressistes prononcées à la Chambre des Députés; de l'autre côté elle opérait pour séparer du prolétariat les paysans et la petite bourgeoisie urbaine. La tactique consistait à illusionner le prolétariat par des formules démocratiques et par certaines « concessions », tout en luttant pour abattre ce même prolétariat sous les coups de poignard et les bombes des « squadre d'azione » fascistes. En même temps les fascistes arboraient un programme fait exprès pour séparer les paysans et les couches moyennes urbaines du prolétariat et les mobiliser contre lui. Dans ce programme on parle de « la terre aux paysans », de « l'abolition des « Mense vescovili » (prébendes de l'organisation de l'Église), de « lutte contre la ploutocratie », de « république », etc., etc. Mais ce programme n'était en réalité qu'une manœuvre tactique accomplie par la bourgeoisie à travers le mouvement fasciste dans le but de mieux réaliser ses propres desseins. A peine le prolétariat fut-il affaibli ou battu, que la lutte commença contre les paysans « blancs » (catholiques) que les fascistes appelaient des bolchéviks en soutane. Et ainsi de suite. La défaite du prolétariat amena la défaite de l'ensemble des masses travailleuses italiennes.

Tandis qu'à un premier stade le mouvement fasciste extra-légal complétait la répression légale de l'État bourgeois par la suite le mouvement extra-légal acquit une importance toujours plus grandissante. Le pouvoir étatique devint un élément subsidiaire, de couverture dans la lutte armée contre le prolétariat. On arrive ainsi à la Marche sur Rome, qui ne représente nullement la conquête du pouvoir par la petite bourgeoisie, comme le disent Tasca, Ercoli et Compagnie, mais qui représente au contraire, le passage ouvert de la machine étatique aux mains du capital financier. Avec la Marche sur Rome, la petite bourgeoisie et les couches moyennes se voient barrer toute possibilité d'intervention directe dans les affaires de l'État. C'est donc justement le contraire de ce que les « majoritaires » ont affirmé, qui s'est produit dans la réalité.

Cette question aurait besoin d'être développée ultérieurement. Mais les quelques mots que nous en avons dits suffisent à notre avis à bien établir que le fascisme ne doit pas être compris comme un mouvement autonome de masses petites-bourgeoises qui, avec la Marche sur Rome, s'emparent du pouvoir, mais comme une méthode particulière de domination de la bourgeoisie dans une période donnée et dans un milieu historique donné. La bourgeoisie a certainement réussi à mobiliser grâce à cette méthode de larges couches paysannes et petites-bourgeoises urbaines et même des couches ouvrières. Mais la direction effective du mouvement fasciste est toujours demeurée aux mains de la grande bourgeoisie qui, par son entremise, a eu la possibilité de reprendre le contrôle politique et de briser le mouvement du prolétariat.

De la période de transition

Nous avons vu ce que la direction du P.C.I. appelait « période de transition ». Actuellement - surtout sous l'aiguillon de notre critique et pour rester à la surface avec le nouveau cours dans l'I.C. - cette direction a quitté soit ses positions de la « révolution populaire », soit ses positions sur la « période de transition ». Mais elle les a quittées à la légère, sans bien comprendre ce qu'elle mettait de côté, et sans bien comprendre par quoi elle remplaçait ces positions abandonnées. Si bien que nous assistons au changement de scène suivant : tandis qu'hier encore on jugeait exalté ou pire celui qui osait lutter contre la perspective de la « révolution populaire » en Italie et contre la période de transition de type opportuniste, on menace de mesures d'organisation le malheureux camarade de l'appareil ou de la base qui n'a pas encore réussi à bien se rendre compte du revirement de ses « chefs ». La majorité actuelle du C.C. de notre parti ne se borne pas aujourd'hui à nier et à bafouer ce qui hier encore de l'air le plus sérieux elle avait appuyé et défendu. Avec le zèle propre aux opportunistes désireux de faire oublier à tout prix les péchés du passé, la majorité tombe à présent dans l'excès opposé, bien que cet excès soit en réalité lié en fin de compte aux fautes identiques d'hier. Aujourd'hui la majorité du C.C. du P.C.I. nie que la bourgeoisie italienne puisse encore tenter la manœuvre inverse de celle accomplie il y a huit ans, c'est-à-dire qu'on nie toute possibilité pour la bourgeoisie italienne de tenter d'une manière quelconque et avec quelque résultat, une manœuvre qui puisse ramener, au moins dans ses apparences extérieures, l'État italien sur des bases démocratiques. Elle estime que l'État italien ne peut que se « fasciser » davantage et elle nie que sur cette ligne de « fascisation » il puisse y avoir des interruptions et des reculs.

Nous sommes au contraire d'avis qu'il n'est pas possible de nier d'une façon absolue la possibilité pour la bourgeoisie de tenter et d'accomplir des manœuvres très vastes qui puissent donner, pour une période indéterminée, l'illusion aux masses

que la dictature ouverte du fascisme est terminée et que dorénavant on reviendra sous l'empire de la loi « égale pour tous les citoyens » égaux entre eux. Nous estimons qu'il est faux d'identifier la ligne historique de développement d'un mouvement donné avec les étapes de ce mouvement qui, dans leur ensemble, servent à déterminer cette ligne historique. Par exemple : pouvons-nous exclure pour l'Italie la possibilité d'une situation dans laquelle la méthode fasciste de domination aura déjà fourni à la bourgeoisie tout ce qu'elle pouvait lui apporter ? A un moment donné du développement des contrastes de classe, quand le prolétariat aura recommencé à lutter d'une manière générale, quand le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan sur le terrain de la lutte sera un fait accompli et que la bourgeoisie constatera que même avec la méthode fasciste elle ne réussit plus à garder sa domination et qu'au contraire, l'application ultérieure de cette méthode ne ferait que hâter la catastrophe - à ce moment-là pourquoi donc la bourgeoisie n'essaiera-t-elle pas une diversion (la forme fasciste de sa domination ayant sauté sous l'action révolutionnaire des masses), des formes évidemment différentes des précédentes, la forme de sa dictature démocratique ? Ne voyons-nous pas déjà sur la scène politique tout un personnel politique lié à de larges couches de la population italienne, qui gagne toujours davantage d'adhésions parmi les couches de paysans, de petits-bourgeois et aussi dans une partie de la bourgeoisie, qui se détachent et s'éloignent de la direction idéologique et politique du fascisme ? Ce personnel politique n'est-il pas fourni par les cadres de la Concentration Antifasciste, composés de républicains, de social-démocrates, de maximalistes, jusqu'à réunir, au point de vue politique, certains éléments bourgeois possédant encore une large influence et qui, peut-être, l'étendront encore (au sein de leur propre classe), tels que les ex ministres Nitti, Sforza, etc. ? Et la bourgeoisie ne pourra-t-elle pas, à travers ce nouveau personnel politique et avec une réadaptation à la méthode démocratique, reprendre le contrôle politique et d'organisation sur une partie au moins de ces couches sociales qu'elle perd aujourd'hui ? Et la forme actuelle d'organisation de l'État, brisée par le développement de la Révolution prolétarienne, pourra-t-elle l'empêcher d'accomplir cette manœuvre ?

Il est clair que la réalisation d'une telle manœuvre est subordonnée à toute une série de facteurs qui serviront à établir à ce moment donné et sur le terrain de la lutte réelle, les rapports concrets de force entre les classes. Par conséquent, comme il est absurde d'affirmer, dès aujourd'hui, que la bourgeoisie ne pourra pas accomplir une telle manœuvre, il est également absurde d'affirmer que cette manœuvre sera sans aucun doute tentée et effectuée. Mais, en raisonnant en marxiste, il est nécessaire de tenir compte aussi de la possibilité d'une telle éventualité car au point de vue historique et politique elle n'est nullement exclue, et c'est seulement de cette manière que le Parti réussira à mobiliser les masses pour l'éviter ou pour la briser aux mains de la classe dominante. Le danger, au point de vue politique, est très grave, car la révolution prolétarienne n'est pas la résultante de procédés mécaniques : mais le résultat de l'intervention politique active de larges masses d'hommes prêts à tous les sacrifices pour atteindre la victoire. Or, une manœuvre politique qui trouve les masses non préparées à lui tenir tête, peut semer l'incertitude parmi ces masses, et même provoquer leur désagrégation pour une période plus ou moins longue. Et l'incertitude et la désagrégation des masses au point culminant de la lutte, lorsqu'il faut passer décidément le Rubicon, ou bien être vaincu, peut signifier la perte d'une occasion révolutionnaire pour des années entières.

Une manœuvre de ce genre a été tentée par la bourgeoisie italienne après le crime Matteotti, en 1924. Elle n'a même pas eu besoin de l'effectuer, car il a suffi de la promettre pour désagréger d'un coup le soi-disant Aventin et pour déterminer des oscillations très sensibles parmi les éléments dirigeants de notre Parti. Devant le mouvement des masses, Mussolini lança la promesse des élections générales. Et cette promesse a suffi pour faire s'écrouler d'un seul coup les plus fiers propos (il ne s'agissait que de propos) de lutte de la coalition aventinienne. A peine l'Aventin laissa-t-il percer son impuissance, que Mussolini réavala sa promesse d'élections et prononça le discours du 3 janvier 1925 dans lequel il finit par disperser l'Aventin lui-même.

Donc, lorsque la direction du P.C.I. nie d'une façon absurde la possibilité pour la bourgeoisie d'une manœuvre du genre de celle que nous venons d'indiquer, elle ne fait que commettre une erreur énorme, de caractère infantile, en se berçant des illusions les plus fantasques. D'autre part, cette erreur est liée à la caractérisation que ladite direction donne du fascisme considéré par elle dans un premier temps comme l'expression politique et idéologique des intérêts des couches moyennes, et transformé ensuite en capitalisme sous la poussée de circonstances extérieures. La majorité considère le fascisme comme quelque chose qui s'est collé à la robe de la bourgeoisie le long du laborieux chemin de celle-ci. Aujourd'hui la bourgeoisie ne pourrait plus se libérer de cette espèce de parasite, car il a pénétré trop profondément sa chair jusqu'à se confondre avec elle. Le fascisme ne permettait plus à la bourgeoisie de le chasser; il réagirait les armes à la main, etc., etc.. Comme nous l'avons vu, considérer le fascisme de cette manière, c'est une erreur qui contraste avec les origines, le développement et la nature elle-même du mouvement fasciste en Italie.

De la nature du Parti

Mais nous sommes en désaccord avec la direction actuelle du Parti Communiste Italien non seulement sur l'analyse de la situation économique italienne, sur la nature du fascisme, etc., mais encore sur toute une série d'autres problèmes que nous avons déjà abordés en partie, mais sur lesquels il faudra revenir.

Ainsi nous sommes en opposition aussi sur le problème particulièrement important de la nature du Parti de la classe ouvrière, du Parti Communiste. Cette divergence a surgi apparemment en une circonstance occasionnelle : en réalité elle existait avant qu'une discussion avec Ercoli eût donné à cette opposition une forme précise et définie. La définition récemment donnée par Ercoli dans une discussion à Moscou sur la nature du Parti est la suivante : « *Le Parti est une chose arti-*

ficielle. » Parmi toutes les définitions qui ont été jusqu'ici données du Parti, celle d'Ercoli brille par son caractère aventuriste, par son manque de tout lien avec la classe et avec la situation dans laquelle la classe agit et lutte. Mais cette définition du Parti comme une chose artificielle correspond exactement à la politique que le centre dirigeant du P.C.I. a menée et veut continuer à mener en Italie. Si le Parti est une chose artificielle, il est clair qu'artificiels sont aussi les rapports qui s'établissent entre le Parti et sa classe : la classe ouvrière. Mais alors les rapports qui s'établissent entre la classe ouvrière et les autres classes de la société sont aussi artificiels. Et comme la société n'est qu'un système de rapports entre les classes, il en résulte que la société elle-même, toute entière, est une chose artificielle; et artificiel est le milieu dans lequel la société vit... etc.. En poursuivant sur cette voie, on arrive à admettre que la société et l'univers sont produits par l'esprit à savoir, l'on arrive à Dieu ! Ercoli n'est pas encore arrivé à Dieu, mais il est quand même allé si loin, qu'il a révélé ce qu'il a toujours été : un petit bourgeois opportuniste, imprégné de lieux communs philosophiques, incapable de toute élaboration personnelle des problèmes, désireux de rester toujours à la surface, et capable de changer d'opinion sur le même problème à chaque instant s'il s'aperçoit que cette conversion lui permet de rester du côté du manche.

Justement parce que le Parti est considéré comme une « chose artificielle », justement parce qu'on juge que tout est artificiel dans la société, il arrive que la méthode dialectique du marxisme est remplacée par des schémas intellectuels. À l'étude et à l'interprétation des faits réels on substitue les « produits de l'esprit ». De cette manière on voit le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan tout prêt. On voit les masses paysannes chassant le fascisme, les colonnes de chômeurs, les « marches de la faim », se ruant et mettant en déroute les gendarmes, etc., etc.. On arrive à voir tout ce qu'on veut. Mais ce que l'on voit n'existe, en réalité, que dans la pensée, dans l'imagination. Il est clair que de cette manière on se barre le chemin non seulement d'une bonne politique prolétarienne, mais aussi celui d'une politique quelconque; on oscille continuellement d'un pôle à l'autre de l'opportunisme le plus avéré à l'ultra-gauchisme le plus fanfaron.

Avec la conception que les dirigeants actuels se font du Parti on arrive nécessairement à fausser toute chose. Aussi les faits réels sont-ils adaptés et présentés sous un jour entièrement faux. Le fait que des fascistes frappent jusqu'au sang un ouvrier est décrit comme un conflit armé entre fascistes et ouvriers dans la rue. Les mots d'ordre du Parti au lieu d'être lancés en fonction de la ligne générale du mouvement et en tenant compte des rapports de force réels entre le prolétariat et les masses laborieuses et leurs ennemis, découlent de constructions purement abstraites. La ligne politique du Parti change à tout moment et devient un galimatias incompréhensible. En un mot : on foule aux pieds le marxisme et l'on tombe quatre-vingt ans après la parution du *Manifeste des Communistes*, dans l'utopisme contre-révolutionnaire.

Nous sommes persuadés au contraire, que le Parti communiste est et doit être l'avant-garde de la classe ouvrière, sa partie la plus consciente, la plus combative, la partie capable de résoudre tous les problèmes en fonction des intérêts de classe du prolétariat, et qui est capable de mener le prolétariat à la lutte et à la victoire. Au fond, c'est justement de ces deux conceptions opposées qu'on a de la nature et de la fonction du Parti, que découlent les différends entre l'opposition et la bureaucratie de la direction officielle, au sein du P.C.I.

La social-démocratie

La social-démocratie italienne est divisée en trois courants déterminés politiquement et par l'organisation.

Le premier courant se rattache au groupe *Problemi del Lavoro*, revue légalement éditée en Italie. À ce groupe appartiennent presque tous les anciens dirigeants de la C.G.T. italienne et des plus importantes fédérations nationales de métier. Ses personnalités les plus en vue sont : Rinaldo Rigola, Ludovico d'Aragona, Battista Maglione, Reina, Azimonti, etc.. L'organisation de ce groupe (organisation légale) est essentiellement une organisation de cadres. Elle possède des ramifications dans les villes les plus importantes du Nord, particulièrement à Turin, Milan, Gênes. Dès la promulgation des lois d'exception (novembre 1926) jusqu'à aujourd'hui, l'organisation des « Problemi del Lavoro » a tenu des conférences dans lesquelles elle a fixé les lignes de son programme et de sa tactique. Bref : la position de ce groupe est la suivante elle proclame les idées fondamentales du socialisme réformiste et sa confiance dans le triomphe final du socialisme. Elle affirme la lutte de classes; mais elle juge que cette lutte doit être comprise « non comme un élément de désagrégation de la société », mais, surtout dans les périodes de crise, elle doit savoir faire place à la collaboration de classe. Elle se déclare contre le fascisme, mais elle accepte la situation de fait telle qu'elle est, et reconnaît que, sous certains aspects, le fascisme n'a fait que réaliser une partie du programme réformiste, surtout en ce qui concerne l'intervention de l'État dans les différends entre « capital et travail », dans la législation sociale. Elle accepte l'organisation syndicale fasciste corporative, mais elle voudrait que dans cette organisation tout privilège fût aboli, et surtout elle voudrait que « les saines énergies du travail » eussent la possibilité de mieux marquer leur influence et leur poids. Elle voudrait avant tout que le corporatisme fasciste masque un peu mieux son contenu politique, de manière à pouvoir entraîner les masses dans son sillon avec plus de facilité, à ce qu'elles y adhèrent spontanément sans avoir besoin d'y être incorporées de force, comme cela se passe actuellement. En ce qui concerne le gouvernement fasciste, elle a adopté une position de collaboration à peine limitée par quelques réserves en ce qui concerne le régime « totalitaire », qui ne permet pas à toutes les forces « soucieuses du bien commun » de collaborer directement avec le gouvernement.

Ce groupe est celui qui, pour ne pas créer de difficultés au fascisme, a proclamé en janvier 1927 la dissolution de la C.G.T. italienne. Ce groupe entretient des rapports « de cordialité » avec Amsterdam. En effet, Citrine et Sassenbach ont fait un voyage en Italie précisément pour prendre des contacts avec lui et pour examiner avec lui toute une série de questions. Le groupe « *Problemi del Lavoro* » affirme que sa ligne de conduite envers le fascisme rentre en plein dans le programme et la tactique d'Amsterdam qui, on le sait, collabore dans tous les pays avec les différentes bourgeoisies nationales soit sur le

terrain économique-industriel, soit sur le terrain politique. Il ne voit pas par conséquent quelles raisons pourraient empêcher la social-démocratie italienne de collaborer avec sa propre bourgeoisie, même si cette bourgeoisie, à un moment donné, est revenue fasciste.

Le deuxième courant de la social-démocratie italienne est formé par le noyau dirigeant du Parti Socialiste des Travailleurs Italiens, constitué après la scission de Modane en 1922. Parmi ces personnalités notons : Filippo Turati, Claudio Treves, Bruno Buozzi, Modigliani. Ce courant, qui se rattache directement aux positions de Matteoti, est proscrit par le gouvernement fasciste. Ses cadres dirigeants vivent dans l'émigration, en France, où a été transférée la direction du Parti socialiste des Travailleurs Italiens qui édite une revue à lui, paraissant tous les quinze jours : *Rinascita Socialista*.

Les positions politiques de ce courant sont dans leur substance celles de la social-démocratie internationale. Ce courant considère le fascisme comme un phénomène pathologique d'après-guerre. Il n'est pas l'expression des intérêts nouveaux et des nécessités nouvelles de la bourgeoisie en un moment historique donné et dans des conditions déterminées, mais il incarne l'irruption morbide de tous les sentiments, de toutes les rancunes, de toutes les haines allumées par la guerre au sein de la société et qui, comme tels, peuvent aussi être exploités par la bourgeoisie (et particulièrement par ses couches les plus parasitaires) pour ses propres intérêts. Pour ce courant, le fascisme est en définitive indépendant des classes et vit en exploitant soit le prolétariat soit la bourgeoisie sur laquelle il opère un chantage. Par conséquent le fascisme ne sera pas renversé par la révolution prolétarienne, mais par tout le peuple italien (bourgeoisie comprise), qui s'insurgera contre cette espèce d'armée d'opresseurs. Dans cette lutte contre le fascisme, le courant social-démocrate dont nous nous occupons, fixe, mais seulement en paroles, une grande tâche au prolétariat. Il affirme que le prolétariat doit être à la tête de la lutte libératrice, que sa tâche principale est d'affranchir la société italienne du fascisme. Et pour atteindre un tel but le prolétariat devra abandonner toute idée de « domination de classe », tout résidu de bolchévisme, et se placer entièrement et sans réserve sur le terrain de la démocratie.

Ce courant est le courant officiellement reconnu par l'Internationale de Zurich et par l'Internationale d'Amsterdam. Ses bases sociales sont constituées en partie par le prolétariat, par de larges couches de salariés agricoles, par des couches d'intellectuels des professions libérales et de paysans. A l'étranger, ce courant est la colonne vertébrale de la « Concentration Antifasciste », espèce de cartel entre les différents partis politiques qui se réclament de l'antifascisme et exerçant une certaine influence parmi les masses italiennes paysannes émigrées dans le sud-est de la France.

En Italie ce courant a gardé ses cadres presque intacts. Ses cadres sont formés par les anciens rédacteurs des journaux socialistes locaux, par d'anciens secrétaires de Fédérations provinciales, par d'anciens organisateurs syndicaux, secrétaires de Bourses du Travail, de Ligues de résistance, par des membres d'anciennes Commissions Intérieures d'usine, par quelques anciens secrétaires de Fédérations syndicales nationales, par d'anciens députés à présent en prison ou déportés. Ces derniers temps ce courant s'est renforcé à la suite de la scission du Parti Socialiste Italien (maximaliste) dont l'aile droite (plus de la moitié des affiliés actuels) a décidé de fusionner avec le Parti Socialiste des Travailleurs Italiens.

Au sein de ce courant officiel de la social-démocratie italienne il se fait depuis longtemps une discussion relative à la thèse sur la nécessité de faire renaître en Italie le Syndicat libre, vu qu'au point de vue légal ce syndicat n'aurait pas été dissous par décret fasciste. Ce point de vue est appuyé de façon particulière par Modigliani, ex-député réformiste de Livourne. Concrètement il s'agirait de reconstituer en Italie, et légalement, l'ancienne Confédération Générale du Travail que d'Aragona et associés avaient proclamé dissoute. La tâche du Syndicat libre devrait être la suivante : défendre à la fois les intérêts des ouvriers et des entrepreneurs mieux que ne le fait le syndicat fasciste. D'après Modigliani le syndicat fasciste coûte très cher, aussi bien aux ouvriers qu'aux patrons; il représente une sorte de pompe aspirante suçant le sang des ouvriers et des industriels. Le « Syndicat libre » pourrait donc, en concurrence avec le syndicat fasciste, défendre à la fois les intérêts ouvriers et patronaux et devenir à la fin l'élément d'organisation unificateur du prolétariat et de la bourgeoisie « intelligente et progressiste », contre le fascisme réactionnaire et voleur.

Telle est la thèse ouvertement appuyée. Mais en réalité cette thèse n'est qu'un déguisement pour mieux tenter une compromission » avec le fascisme. Le prix de ce « compromis » devrait justement être la concession effective de la part du fascisme du droit syndical. Ceci pour le moment. Après on verra.

Le troisième courant de la social-démocratie italienne est constitué par le Parti Socialiste Italien qui, lui aussi, a transféré son siège à l'étranger, de même que son organe central *l'Avanti*, qui s'édite actuellement en format réduit et hebdomadaire à Paris. L'élément le plus représentatif de ce courant est Angelica Balabanova. Le Parti Socialiste Italien qui, en 1920, avait environ 200.000 adhérents en est actuellement réduit à en glaner quelques centaines éparpillés dans tous les pays du monde. Depuis janvier 1921 (date de la fondation du P.C.I.) jusqu'à aujourd'hui ce parti est passé par toute une série de scissions. La première a donné naissance à notre Parti; de la seconde naquit en 1922 le Parti Socialiste des Travailleurs Italiens; la troisième, en 1924, portait au Parti Communiste la fraction Troisième-Internationaliste représentée par Serrati; la quatrième qui s'est produite en mars dernier, a porté la majorité des affiliés survivants du Parti Socialiste Italien dans les rangs du P.S.I. des Travailleurs. Actuellement ce troisième courant de la social-démocratie italienne exerce une influence presque nulle tant parmi les masses émigrées, qu'en Italie même. Sa base est ouvrière, mais presque entièrement d'aristocratie ouvrière. Son journal fait un usage abondant de phraséologie révolutionnaire, mais sa politique est platement suivieuse. Ce courant a toujours suivi les réformistes dans toutes leurs manœuvres politiques, tout en se réservant le droit aux « distinguo » et aux murmures quand la possibilité s'en offrait. Ses chefs en Italie se sont presque tous disqualifiés par des compromissions personnelles avec le fascisme, et à l'étranger il est représenté par Angelica Balabanova, ce qui suffit

à souligner la constance idéologique et politique de ce courant.

On ne peut pas parler de la social-démocratie italienne et de ses différents courants sans parler aussi de la « Concentration Antifasciste ».

Cette Concentration Antifasciste, nous l'avons dit, est un cartel de Partis qui trouvent chacun leur dénominateur commun au sein de la Concentration en question. Y adhèrent le Parti Socialiste des Travailleurs Italiens, le Parti Socialiste Italien et le Parti Républicain Italien. Y adhèrent aussi : le Bureau de Paris dirigé par Buozzi et la Ligue Italienne des Droits de l'Homme (L.I.D.U.). Dans un premier moment y adhéraient aussi les Populaires catholiques émigrés qui en sont sortis par suite de divergences trop graves d'ordre politique et idéologique.

En réalité cette Concentration Antifasciste, ce Cartel de Partis, doit être considéré comme une espèce de parti social-démocrate unifié, accordant une large autonomie aux différentes fractions qui le composent. Ce cartel existe en effet depuis trois ans déjà et mène une lutte politique contre le fascisme sur laquelle tous les partis adhérents sont d'accord. Le programme de la Concentration Antifasciste est le suivant : « Lutte contre le fascisme; retour à la démocratie; République démocratique des Travailleurs Italiens ».

L'organe officiel de la Concentration Antifasciste, *la Liberta*, est édité à Paris avec un tirage de 8.000 exemplaires.

La Concentration Antifasciste a aussi ses ramifications en Italie, vivant sur la même base qu'à l'étranger, celle de petits cartels locaux de Parti. Naturellement son organisation est secrète; mais la démonstration de son activité nous est donnée par la parution (plus intense ces temps derniers) de sa presse clandestine dans différentes villes d'Italie comme Milan, Udine, Vicenza, Rome, Naples, Turin, etc..

Quelles sont les perspectives en ce qui concerne ces courants social-démocrates et la Concentration Antifasciste ? Concrètement : quelles sont les perspectives quant au rôle de la social-démocratie italienne dans la crise italienne ?

La majorité du C.C. pense que la social-démocratie italienne *s'insérera* dans le fascisme, en suivant sur ce terrain le chemin parcouru par le groupe Rigola-d'Aragona. En même temps la majorité du C.C. note dans la social-démocratie italienne un large processus de désagrégation politique et moral qui la condamne à la nullité politique. Comme nous l'avons dit, pour la majorité, la social-démocratie « fait rire », elle « ne pourra pas être le bourreau du prolétariat italien ».

A une telle perspective nous opposons :

1. Que *l'insertion* du groupe Rigola-d'Aragona dans le fascisme est toute relative. En effet, ce groupe, bien que collaborant aujourd'hui avec le fascisme sur le terrain que le fascisme lui a assigné, confirme ses principes social-réformistes. Ce fait a une double importance :
 - a. ce groupe réussit *aujourd'hui* à entraîner une partie de la classe ouvrière et des masses laborieuses à la collaboration avec le fascisme, ou tout au moins à la non-résistance à sa politique;
 - b. ce groupe a la possibilité de ne pas se couper toute issue pour l'avenir, de façon qu'au moment d'une crise profonde et quand la méthode de domination ouverte du fascisme se révélera usée et désormais inutile, il pourra constituer l'instrument d'une nouvelle manœuvre de la bourgeoisie italienne qui, en abandonnant quelques formes extérieures de sa propre domination, pourra mieux assurer la substance de cette domination.
2. Lorsqu'on parle de la social-démocratie italienne, il ne faut pas avoir uniquement en vue les quelques chefs qui se trouvent aujourd'hui dans l'émigration; il faut voir ses bases sociales et les cadres qu'elle possède en Italie. Or, il est indéniable que, plus la crise politique italienne empirera, plus les bases sociales de la social-démocratie (opprimée par le fascisme) deviendront actives contre le fascisme; et il est certain aussi qu'une partie des cadres actuels de la social-démocratie sera à leur tête tout au moins pour leur donner des conseils de prudence et pour éviter que, avec la *forme* fasciste de domination bourgeoise en Italie, elles ne renversent aussi la *substance* de cette domination. Nous aurons donc certainement des couches très larges de social-démocrates qui, non seulement *ne s'inséreront pas* dans le fascisme (comme l'a fait le groupe Rigola-d'Aragona), mais qui se batront sous des formes plus ou moins aiguës contre le fascisme.
3. En ce qui concerne les chefs de la social-démocratie, on ne peut pas exclure évidemment, que des phénomènes d'insertions personnelles dans le fascisme aient lieu. Mais cela n'a rien à voir avec le rôle de la social-démocratie en tant qu'organisation politique. Il est possible qu'une compromission se fasse entre social-démocratie et fascisme sur des bases plus ou moins larges de possibilités de manœuvre de la part de la social-démocratie. On sait, en effet, qu'un émissaire fasciste a eu une rencontre avec Bruno Buozzi pour l'inviter (avec ses camarades) à rentrer en Italie où il aurait obtenu des postes responsables. Buozzi a répondu par une lettre ouverte publiée dans la presse concentrationniste de l'émigration, dans laquelle les conditions suivantes sont posées à un retour éventuel en Italie :
 - a. amnistie aux prisonniers politiques;
 - b. liberté de réunion, d'organisation et de presse sur la base de la démocratie.

Conditions qui, en fait, impliqueraient l'élimination du fascisme. Mais il n'est pas permis d'exclure que ces conditions puissent subir des atténuations, et que la social-démocratie puisse se contenter de quelque chose de moins pour rentrer en Italie et développer au grand jour un travail politique déterminé. Cela dépendra surtout de l'allure de la crise italienne, de son développement plus ou moins rapide. Mais nous ne voyons pas, en tout cas,

pour quelles raisons la social-démocratie irait volontairement vers son suicide en s'insérant dans le fascisme, c'est-à-dire en devenant elle-même fasciste. Une manœuvre de ce genre signifierait pour la social-démocratie ne pas apporter les masses, c'est-à-dire ses bases sociales, au fascisme, mais passer au fascisme sans les masses, c'est-à-dire capituler purement et simplement devant le fascisme. Une telle manœuvre ne servirait ni à la social-démocratie, ni au capitalisme italien. Le rôle de la social-démocratie n'est pas de défendre la méthode fasciste de la domination bourgeoise, mais de défendre la bourgeoisie par l'application de la méthode susceptible d'entraîner dans le sillon de l'État bourgeois les masses sur lesquelles la social-démocratie s'appuie, c'est-à-dire par l'application de la méthode « démocratique ». De son côté la bourgeoisie n'a pas besoin de la capitulation d'un petit groupe de généraux sans soldats : elle a besoin de l'adhésion politique à sa propre domination des plus larges masses possibles. Or, à mesure que la crise empire, la bourgeoisie perd le contrôle politique non seulement sur les bases sociales de la social-démocratie, mais aussi sur les bases sociales des anciens partis démocrates. Une nouvelle liaison politique avec ses masses ne peut donc se vérifier par un simple passage des chefs social-démocrates au fascisme, mais par un changement plus ou moins profond des méthodes de domination politique et par un remplacement plus ou moins large du personnel politique attaché à la direction des organes dirigeants de l'État. Voici alors apparaître l'utilité de la social-démocratie en tant qu'élément de conservation et de défense de la société bourgeoise; non dans le sens d'un passage de la social-démocratie au fascisme, mais parce qu'elle permet à la bourgeoisie de changer encore sa propre méthode de gouvernement, sans que cela puisse signifier, implicitement, faire sauter sa propre domination de classe.

Il est clair que ce que nous venons de dire ne signifie nullement qu'il faille attribuer à la social-démocratie italienne un caractère révolutionnaire en face de la situation italienne et du régime fasciste. Au contraire, le rôle de la social-démocratie est franchement contre-révolutionnaire, aussi - et surtout - en Italie. Ce rôle réactionnaire *ne commencera pas demain* quand le fascisme périlitera; il est en action depuis plusieurs années. Pour s'en convaincre il suffit de se rappeler que la social-démocratie lutte contre le fascisme non pour renverser la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat, mais pour *restaurer* la démocratie. Or, *une telle restauration ne pourrait être qu'une nouvelle défaite de la révolution prolétarienne en Italie*. Il est clair aussi que la social-démocratie au pouvoir n'hésitera pas à recourir à la violence légale et extra-légale contre le prolétariat révolutionnaire toutes les fois que les intérêts de classe généraux de la bourgeoisie le réclameront. Ce qui est prouvé par l'expérience internationale. Et le reproche que les social-démocrates italiens se font à eux-mêmes, c'est de ne pas avoir prévenu le fascisme, par une lutte violente contre les révolutionnaires et les communistes.

Nous aurions maintenant quelques autres problèmes à traiter, et surtout celui de l'organisation et le problème des Communes, sur lesquels la discussion a été très animée au sein des organes dirigeants du P.C.I.

Pour le moment nous nous bornerons à souligner seulement que sur le problème de l'organisation, la ligne indiquée par l'opposition s'est montrée entièrement juste; et c'est sur cette ligne que le Parti devra travailler encore pour longtemps s'il veut substituer le travail effectif et la lutte réelle contre le fascisme à la phrase creuse et au bluff qui le démoralise et le désagrège. Quant au problème des Communes, nous remarquons que faute d'arguments, les bureaucrates de la direction officielle en sont réduits à fausser sciemment et grossièrement les positions adoptées par les camarades de l'opposition communiste. Leur crainte de la discussion sur ce problème est telle, par exemple, qu'en dépit d'une décision précise du Bureau Politique, ils se sont refusés à intervenir dans la discussion sur ce sujet pendant le Présidium du mois de février. Notons aussi que le Parti a maintenant un mot d'ordre (la Commune aux travailleurs) de pure marque centriste. C'est un mot d'ordre nettement anti-léniniste et qui repose sur la théorie social-démocrate de la possibilité, pour l'État bourgeois et pour ses organes, de se transformer d'instrument d'oppression en instrument d'émancipation du prolétariat et des masses laborieuses. Voilà le fond de la critique de l'opposition communiste au mot d'ordre concernant les Communes, qui a été lancé par la direction officielle. Quant aux points de vue personnels des camarades de l'Opposition sur ce sujet, nous n'avons aucune difficulté à déclarer qu'ils ne sont pas unanimes. D'ailleurs le problème est tellement important non seulement pour l'Italie mais pour nombre de pays capitalistes qu'on peut très bien concevoir que le dernier mot ne soit pas encore écrit là-dessus.

Mais n'anticipons pas. Nous nous réservons de traiter dans d'autres articles ce problème d'un intérêt extrême pour le P.C.I. et pour toute l'Internationale.

La Lutte de Classes, n° 23, juillet 1930